

## **AGIR AVEC VINCENT DE PAUL**

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

## **AGIR AVEC VINCENT DE PAUL**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
Siège social : 2 rue Saint Vincent 27800 THIBOUVILLE

# **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association **AGIR AVEC VINCENT DE PAUL**,

## **Opinion avec réserve**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **AGIR AVEC VINCENT DE PAUL** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion avec réserve**

### **Motivation de la réserve**

Dans notre rapport sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023, nous avons formulé une réserve concernant la valorisation à l'actif du bilan d'un terrain acquis pour une valeur de 487 110 €.

Comme indiqué dans la note « III Principes, Règles et méthodes comptables – 3.5 Valorisation du terrain de Bernay » de l'annexe aux comptes annuels, votre Conseil d'administration par décision en date du 15 mars 2018, a approuvé la cession de ce terrain à l'euro symbolique au département de l'Eure. Au jour de l'arrêté des comptes 2024, la cession du terrain au département de l'Eure n'est pas encore intervenue.

Pour autant, compte tenu de la décision de votre conseil d'administration susmentionnée, la valeur du terrain à l'actif du bilan aurait dû faire l'objet d'une dépréciation depuis l'exercice 2018 afin de porter la valeur d'actif à sa valeur la plus probable de réalisation de 1 €.

Cette situation n'a aucune incidence sur le résultat de l'exercice 2024 mais elle entraîne une surévaluation de l'actif et des fonds propres d'un montant de 487 109 € à la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

A l'exception de l'incidence éventuelle du point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

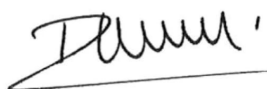
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Rouen, le 30 juin 2025

Le Commissaire aux comptes

**FORVIS MAZARS**



---

Dominique NEZAN  
Associé

CA Bilan ACTIF

AAVP- Périodes de : 01/2024 à 12/2024

Libellé	Montant brut 2024	Amort. et prov. 2024	Montant net 2024	Montant net 2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement	17 412	8 689	8 723	12 205
Autres immobilisations incorporelles	10 489	10 489	0	0
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles :				
Terrains	487 110		487 110	487 110
Constructions	2 208 358	2 046 938	161 420	206 592
Installations techniques, matériels et outillage	386 446	363 873	22 573	20 427
Autres immobilisations corporelles	837 825	594 968	242 857	184 965
Immobilisations corporelles en cours	10 134	10 134		
Immobilisations Financières :				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	7 404	0	7 404	7 695
TOTAL I	3 965 177	3 035 091	930 086	918 994
Comptes de liaison (1)				
TOTAL II				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et fournitures	4 323		4 323	3 102
Autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (2) :				
Créances redevables et comptes rattachés (3)	160 762	0	160 762	0
Autres créances	47 270	0	47 270	71 885
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 217 323	0	1 217 323	1 620 165
Charges constatées d'avance	6 341	0	6 341	9 689
TOTAL III	1 436 020		1 436 020	1 704 840
Charges à répartir sur plusieurs exercices IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Ecart de conversion (actif) VI				
TOTAL ACTIF (I +II+III+IV+V+VI)	5 401 197	3 035 091	2 366 106	2 623 835
(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement entre cet établissement et les autres établissements et services concernés.				
(2) Dont à moins d'un an : ..... Dont à plus d'un an : .....				
(3) Dont créances mentionnées à l'article R.314-96 du CASF.				

Visa pour identification

## CA Bilan PASSIF

AAVP- Périodes de : 01/2024 à 12/2024

Libellé	Montant net 2024	Montant net 2023
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds associatifs sans droit de reprise	1 064 126	1 064 404
Fonds associatifs avec droit de reprise :		
Dons et legs		
Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
<b>Réserves :</b>		
Excédents affectés à l'investissement		
Réserves de compensation	54 736	93 113
Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	563 135	563 135
Autres réserves		
Report à nouveau		
Report à nouveau (gestion non contrôlée)		
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs		
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	-258 677	-194 955
Dépenses non opposables aux tiers financeurs		
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	-225 757	-102 376
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées :	614 672	579 923
dont Couverture du besoin en fonds de roulement	50 718	50 718
dont Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations	313 572	313 572
dont Réserves des plus-values nettes d'actif	250 382	215 633
Immobilisations grevées de droits		
<b>TOTAL I</b>	<b>1 812 236</b>	<b>2 003 244</b>
Comptes de liaison		
<b>TOTAL II</b>		
Provisions pour risques	3 678	18 511
Provisions pour charges		
Fonds dédiés		
<b>TOTAL III</b>	<b>3 678</b>	<b>18 511</b>
<b>DETTES (3)</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		8 441
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Redevables créditeurs		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)	118 549	35 989
Dettes sociales et fiscales	414 292	399 836
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	13 683	0
Autres dettes (5)	3 669	157 814
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL IV</b>	<b>550 193</b>	<b>602 080</b>
Ecart de conversion (passif)		
<b>TOTAL V</b>		
<b>TOTAL PASSIF (I +II+III+IV+V)</b>	<b>2 366 106</b>	<b>2 623 835</b>
(1) Dont compte 1201 et compte 1291 résultats sous contrôle de tiers financeurs.		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) En particulier : cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.		
(4) Dont à plus d'un an : Dont à moins d'un an :		
(5) Dont fonds des majeurs protégés :		

<b>CA 2024 AAVP</b>
Périodes de : 01/2024 à 12/2024

PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
<b>Cotisations</b>	70	60
<b>Ventes de biens et de services</b>		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestation de service		
<i>Dont parrainages</i>		
<b>Produits de tiers financeurs</b>		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 981 786	3 874 494
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	4 017 772	3 873 319
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	64 821	42 891
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	9 806	89 455
<b>TOTAL I</b>	<b>4 056 483</b>	<b>4 006 900</b>

<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	135 572	136 702
Variation de stock	-1 221	-688
Autres achats et charges externes	585 359	515 100
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	253 158	241 316
Salaires et traitements	2 282 930	2 147 399
Charges sociales	843 349	807 012
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	132 055	177 005
Report en fonds dédiés		
Autres Charges	40 071	37 604
<b>TOTAL II</b>	<b>4 271 274</b>	<b>4 061 450</b>

<b>1.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-214 791</b>	<b>-54 550</b>
---	-----------------	----------------

<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	18 834	7 472
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>18 834</b>	<b>7 472</b>

<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	12	109
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>12</b>	<b>109</b>

<b>2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>18 822</b>	<b>7 364</b>
<b>3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>-195 969</b>	<b>-47 186</b>

<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	1 030	460
Sur opérations en capital	45 811	14 000
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>	<b>46 841</b>	<b>14 460</b>

<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	1 038	37 832
Sur opérations en capital	36 909	10 347
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	34 749	21 472
<b>TOTAL VI</b>	<b>72 696</b>	<b>69 651</b>

<b>4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>-25 855</b>	<b>-55 191</b>
---------------------------------------	----------------	----------------

<b>Participation des salariés aux résultats (VII)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Impôts sur les bénéfices (VIII)</b>	<b>3 933</b>	<b>0</b>

<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>4 122 158</b>	<b>4 028 833</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>4 347 915</b>	<b>4 131 209</b>

<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-225 757</b>	<b>-102 376</b>
----------------------------	-----------------	-----------------

<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURES</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>



## **ASSOCIATION « AGIR AVEC VINCENT DE PAUL »**

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024

Montants exprimés en Euros

## **I - OBJET SOCIAL, NATURE ET PERIMETRE DE NOS ACTIVITES**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'association a pour objet de protéger, d'aider et d'accompagner des enfants, des adolescents et des adultes en difficulté intellectuelle, sociale, psychologique ou morale et de faciliter la promotion des personnes qui lui sont confiées dans le département de l'Eure et les départements limitrophes.

La nature de nos activités peut être résumée ainsi :

L'association met en œuvre une démarche éducative en direction des enfants et des jeunes par une approche globale et de leurs familles en les soutenant dans leur fonction parentale.

L'association peut également gérer, acquérir ou prendre à bail sous quelque forme que ce soit, tout immeuble ou terrain susceptible de recevoir des locaux, nécessaires à sa mission et à son fonctionnement, édifier tout immeuble dans ce but rendu nécessaire pour les besoins de mission. Elle peut passer, toute convention avec tout organisme habilité, contracter tout emprunt pour parvenir à la réalisation des constructions.

## **II – FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

### **2.1 Fait majeur de l'exercice**

- Néant

### **2.2 Évènements postérieurs à la clôture**

- Néant

### **III - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES**

#### **3.1 Méthode générale**

Les règlements ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif s'appliquent aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

#### **3.2 Changement de méthode**

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'exercice.

#### **3.3 Changement de méthode d'évaluation**

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

#### **3.4 Hypothèses retenues**

Nous retenons les principes généraux de continuité d'exploitation, de séparations des charges suivant l'exercice comptable concerné et d'évaluation des stocks au coûts historiques.

#### **3.5 Valorisation du terrain de Bernay**

Par acte notarié en date du 16 février 2018, notre association a acquis un terrain situé à Bernay d'une superficie d'environ 7 500 M<sup>2</sup>. Le prix d'acquisition s'élève à 487 110 € et figure à l'actif de notre bilan pour ce montant. Cette opération d'acquisition a fait l'objet d'une autorisation préalable du Département de l'Eure en date du 25 janvier 2018. Le conseil d'administration en date du 15 mars 2018 a décidé d'autoriser la cession de ce terrain pour 1 € symbolique au Département de l'Eure, afin que celui-ci y édifie à sa charge un bâtiment afin d'y transférer les activités de notre association. A ce jour le transfert du terrain en faveur du Département de l'Eure n'est pas acté. La construction est toujours en cours au 31 Décembre 2024. Il n'y a donc pas encore eu lieu la cession du terrain.

## IV - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

### 4.1 Actif

#### 4.1.1 Tableau des immobilisations

Situations et mouvements Rubriques	Au 31/12/2023 Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Acquisitions Augmentations	Sorties Diminutions	Au 31/12/2024 Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	27 901	-	-	27 901
Immobilisations corporelles	3 847 151	169 401	103 783	3 912 769
Immobilisations financières	7 695	359	650	7 404
Immobilisations en cours	10 134	-	-	10 134
Avances et acomptes sur immobilisations	-	-	-	-
<b>MECS</b>	<b>3 892 882</b>	<b>169 760</b>	<b>104 433</b>	<b>3 958 209</b>
Immobilisations corporelles	6 971	-	-	6 971
Association	6 971	-	-	6 971
<b>Total</b>	<b>3 899 852</b>	<b>169 760</b>	<b>104 433</b>	<b>3 965 179</b>

#### 4.1.2 Tableau des amortissements

Situations et mouvements Rubriques	Au 31/12/2023 Amortissements cumulés au début de l'exercice	Acquisitions Augmentations : Dotations de l'exercices	Sorties Diminutions d'amortissements de l'exercice	Au 31/12/2024 Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	14 639	1 584	-	16 223
Immobilisations corporelles	2 949 972	129 864	77 820	3 002 016
Immobilisations financières	-	-	-	-
<b>MECS</b>	<b>2 965 667</b>	<b>131 448</b>	<b>77 820</b>	<b>3 019 295</b>
Immobilisations corporelles	5 054	608	-	5 662
Association	5 054	608	-	5 662
<b>Total</b>	<b>2 970 721</b>	<b>132 055</b>	<b>77 820</b>	<b>3 024 956</b>

#### **4.1.3 Principaux mouvements réalisés en cours d'exercice**

Nature de l'immobilisation	Montants	
	Investissements directs	Crédit-bail
Frais de Réorganisation		
Frais d'Évaluation externe	0	
Logiciels		
Terrain		
Grosses réfections	4 157	
Installations	11 791	
Matériel de transport	94 483	
Matériel de bureau	8 159	
Mobilier	50 811	
Immobilisations en cours		
Dépôts et cautions versés	0	
<b>Total</b>	<b>169 401</b>	

#### **4.1.4 Méthode d'amortissement**

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Immobilisations incorporelles	Linéaire	1 à 3 ans
Constructions	Linéaire	4 à 50 ans
Installations techniques	Linéaire	3 à 33 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 10 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3 à 10 ans

#### **4.1.5 Créances**

Créances	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an
Organismes payeurs, usagers			
Créances diverses d'exploitation	5 981	5 981	
Charges constatées d'avance	6 341	6 341	
<b>Total</b>	<b>12 322</b>	<b>12 322</b>	

Les créances sont évaluées au coût réel.

Il n'y a pas de dépréciation de comptabilisée.

#### **4.1.6 Evaluation des stocks**

Les stocks suivants :

➤ Alimentation :	972.97 €
➤ Produits d'entretien	2 987.84 €
➤ Produits d'hygiène	362.11 €
<b>TOTAL</b>	<b>4 322.92 €</b>

sont évalués selon la méthode FIFO.

#### **4.1.7 Charges constatées d'avance**

- Charges constatées d'avance 6 341.04 € (Maison d'enfants)

Composées essentiellement de factures de frais généraux (SIEMENS, ORANGE, Téléphonie, Abonnements revues, loyers et charges) de la Maison d'enfants.

### **4.2 Passif**

#### **4.2.1 Fonds Propres**

Libellé	31/12/2023	Affectation résultat N-1	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Fonds propres	1 064 404	(278)	-	-	1 064 126
Subventions d'investissement non renouvelables	-	-	-	-	-
<b>Fonds propres sans droits de reprises</b>	<b>1 064 404</b>	<b>(278)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 064 126</b>
Excédents affectés à l'investissement	-	-	-	-	-
Réserve subvention d'investissement	-	-	-	-	-
Réserve de compensation	93 113	(38 377)	-	-	54 736
Réserve de trésorerie	563 135	-	-	-	563 135
<b>Réserves</b>	<b>656 248</b>	<b>(38 377)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>617 871</b>
Report à nouveau (sous gestion)	(181 859)	-	-	-	(181 859)
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	141 452	(63 722)	-	-	77 731
Congés payés refusés par l'autorité de tarification	(96 885)	-	-	-	(96 885)
Report à nouveau charges rejetées	(57 662)	-	-	-	(57 662)
<b>Résultat</b>	<b>(102 376)</b>	<b>102 376</b>	<b>-</b>	<b>225 757</b>	<b>(225 757)</b>
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	579 922	-	80 560	45 811	614 672
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>2 003 244</b>	<b>-</b>	<b>80 560</b>	<b>271 568</b>	<b>1 812 236</b>

Les provisions réglementées sont principalement constituées de :

- 50 718.15 euros de réserves de trésorerie
- 313 572.00 euros de provisions pour renouvellement immobilisations
- 33 179.22 euros de provisions réglementées sur autres éléments d'actifs
- 185 281.29 euros de différences sur réalisation d'actif
- 31 921.42 euros de réserves des plus-values nettes actifs

Total : 614 672.08 euros

#### **4.2.2 Report à nouveau avant répartition du résultat**

Tableau de report à nouveau avant répartition du résultat		
Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinés		
- À l'exercice	-	-
- Aux exercices antérieurs	-	-
Report à nouveau non affecté des activités sous contrôle de tiers	-	77 730
Report à nouveau des activités propres à l'association	-	-
<b>TOTAL</b>	-	<b>77 730</b>

#### **4.2.3 Provisions pour risques et charges**

Situations et mouvements	Au 31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2024
Provisions pour risques	18 511	-	14 833	3 678
Provisions pour charges	-	-	-	-
Fonds dédiés - départ retraite	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>18 511</b>	-	<b>14 833</b>	<b>3 678</b>

#### **4.2.4 Etat des dettes**

Dettes	Montant Brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances		
		À moins d'un an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-	-	-
- À 2 ans au plus à l'origine	-	-	-	-
- À plus de 2 ans à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	132 232	132 232	-	-
Dettes fiscales et sociales	376 414	376 414	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-	-
Autres dettes	2 164	2 164	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>510 810</b>	<b>510 810</b>	-	-

### **4. 3. Résultat**

#### **4.3.1 Ventilation des produits d'exploitation**

La convention avec le département de l'Eure prévoit le versement d'une allocation par trimestre.

Les produits sont acquis conformément aux conditions figurant dans les conventions signées avec les financeurs.

Tableau de répartition des produits d'exploitation	
Produits de tarification	4 017 772
Subventions	38 337
Transfert de charges	12 826
Autres produits	53 222
<b>Total</b>	<b>4 122 158</b>

#### **4.3.2 Passage du résultat comptable au résultat administratif** (gestion sous contrôle de tiers financeurs)

Etablissements « AGIR AVEC VINCENT DE PAUL » sous contrôle de tiers financeurs.

Résultat compte administratif	
MECS	(157 670)
MOSP	11 706
MESURES DE DIVERSIFICATION	(7 971)
UAA	(71 466)
<b>Total</b>	<b>(225 401)</b>

#### **4.3.3 Honoraires des commissaires aux comptes**

Les honoraires de certification du commissaire aux comptes Mazars sont de 6 350 € HT soit 7 620 € TTC pour la mission légale 2024, hors frais administratifs, de déplacement et de contrôle.

### **4.4. Autres informations**

#### **4.4.1 Contributions volontaires en nature**

Les locaux de la Maison d'Enfants VINCENT DE PAUL à Thibouville, ainsi que ceux de l'Escale à Bernay sont mis à disposition gratuitement par les sœurs de la compagnie de la charité.

À ce jour, aucune estimation chiffrée de ces mises à disposition n'a été effectuée.

Il est donc impossible de comptabiliser une contribution volontaire en nature, car ce sont des bâtiments pour lesquels les agences immobilières n'ont pas de biens similaires en ventes. La superficie des locaux de Thibouville est de 3 800 m<sup>2</sup> et ceux de Bernay d'environ 150 m<sup>2</sup>.

La superficie des futurs locaux du projet immobilier de Bernay sera de 1900 m<sup>2</sup>. Le coût de la construction prise en charge par le Conseil Départemental sera de 10 300 000 € TTC.

Nous n'avons pas de contribution en travail (bénévoles).



#### **4.4.2 Rémunérations des dirigeants**

Pour satisfaire à l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, il est indiqué qu'aucune rémunération n'a été versée au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants.

#### **4.4.3 Engagements hors bilan : indemnité de fin de carrière**

La convention collective appliquée dans l'association prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière de :

- 1 mois des derniers appointements, les indemnités permanentes constituant des compléments de salaire, s'il totalise 10 années d'ancienneté au service de la même entreprise.
- 3 mois s'il a au moins 15 ans d'ancienneté dans une activité relevant du champ d'application de la présente convention.
- 6 mois s'il a au moins 25 ans d'ancienneté dans une activité relevant du champ d'application de la présente convention.

Seuls sont concernés les salariés embauchés en contrat à durée indéterminée.

L'évaluation tient compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'association à l'âge de la retraite (fonction du taux de rotation des salariés et de table de mortalité), d'un taux d'évolution des rémunérations de 1 %, d'une actualisation au taux de 3.17 % et d'un taux de charges sociales de 48 %.

Le montant des droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite a été évalué au 31/12/2024 à 290 713 euros.

Ce montant n'est pas comptabilisé en provision pour risques et charges.

#### **4.4.4 Effectifs**

L'effectif moyen 2024 est de 60 salariés.

Nous n'avons aucun salarié mis à disposition.